

**No. 39648**

---

**United Nations  
and  
Côte d'Ivoire**

**Agreement between the United Nations and the Government of the Republic of Côte d'Ivoire concerning the status of the United Nations Mission in Côte d'Ivoire. Abidjan, 18 September 2003**

**Entry into force:** *18 September 2003 by signature, in accordance with its provisions*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *ex officio, 1 November 2003*

---

**Organisation des Nations Unies  
et  
Côte d'Ivoire**

**Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif au statut de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Abidjan, 18 septembre 2003**

**Entrée en vigueur :** *18 septembre 2003 par signature, conformément à ses dispositions*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *d'office, 1er novembre 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

## ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE RELATIF AU STATUT DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

Considérant que la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ci après désignée la "MINUCI"), instituée par la résolution 1479 (2003) du Conseil de Sécurité du 13 mai 2003, conformément aux recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire Général du 26 mars 2003 (S/2003/374), est chargée d'accomplir le mandat défini dans ladite résolution du Conseil de Sécurité de faciliter la mise en oeuvre de l'Accord de Linas Marcoussis conclu entre les forces ivoiriennes le 23 janvier 2003, et approuvé par la Conférence des chefs d'Etat sur la Côte d'Ivoire les 25 et 26 Janvier 2003; et

Considérant que le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ci-après désigné le "Gouvernement ") souhaite soutenir la MINUCI dans l'accomplissement de sa mission;

L'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement ont convenu de ce qui suit:

1. Pour que la MINUCI s'acquitte efficacement de sa mission, elle doit bénéficier de la coopération soutenue du Gouvernement, en ce qui concerne les activités de la MINUCI et celles de ses membres, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ainsi que celles des contractants dont elle s'est attaché les services. La MINUCI bénéficiera également des facilités aéroportuaires et des infrastructures terrestres et maritimes en Côte d'Ivoire pour le transport de ses moyens logistiques et de son matériel.

2. Le Gouvernement accorde à la MINUCI, en tant qu'organe des Nations Unies, à ses biens, fonds et avoirs et à ses membres énumérés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 ci-dessous, les privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (ci-après désignée la "Convention "), à laquelle la Côte d'Ivoire est partie. Les autres facilités prévues dans le présent accord sont également nécessaires pour permettre aux contractants et à leurs employés (ci après dénommés "contractants de l'ONU ") engagés par les Nations Unies ou par la MINUCI d'assurer des services pour la MINUCI exclusivement, et de fournir exclusivement à la MINUCI, en appui à ses activités, des équipements, des fournitures, du matériel et tous autres biens.

3. Le Gouvernement accordera:

a) Aux membres de haut rang de la MINUCI, dont les noms seront communiqués au Gouvernement, les privilèges et immunités, exemptions et facilités accordés aux envoyés diplomatiques, conformément au droit international;

b) Aux fonctionnaires de l'ONU affectés au service de la MINUCI, les privilèges et immunités auxquels ils peuvent prétendre en vertu des articles V et VII de la Convention. Les membres de la MINUCI recrutés localement jouiront d'une immunité concernant les actes accomplis dans l'exercice de leur fonction officielle, de l'exonération d'impôt et de l'exemption des obligations relatives au service national, privilèges prévus aux paragraphes a), b) et c) de la section I8 de la Convention;

c) À d'autres personnes chargées d'accomplir des missions pour l'ONU, notamment les officiers de liaison des Nations Unies, les privilèges et immunités accordés aux experts chargés de mission par l'ONU en vertu de l'article VI et de la section 26 de l'article VII de la Convention.

Sous réserve des clauses précédentes, les membres précités de la MINUCI jouiront de l'immunité de juridiction en ce qui concerne tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions (cette immunité s'étendant à leurs paroles ou leurs écrits);

d) Les contractants de l'ONU n'ayant pas été engagés localement bénéficieront de facilités de rapatriement en temps de crise; ils seront exonérés d'impôt sur les services rendus à la MINUCI, y compris de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu, des charges sociales et d'autres taxes analogues découlant directement de la prestation de tels services.

4. Les privilèges et immunités nécessaires à la MINUCI pour l'exercice de ses fonctions comprennent également:

a) La liberté d'entrer et de sortir, sans être retardés ou empêchés, pour les membres de la MINUCI, les contractants de l'ONU, leurs biens, fournitures, équipements, pièces détachées et moyens de transport, et la délivrance rapide, à titre gracieux et sans restriction, par le Gouvernement des visas, entrées multiples, aux membres de la MINUCI, et la délivrance rapide, à titre gracieux et sans restriction, par le Gouvernement de tout visa, autorisation ou permis nécessaire aux contractants de l'ONU.

b) La liberté illimitée de mouvement dans tout le pays des membres de la MINUCI et des contractants de l'ONU, de leurs biens, équipements et moyens de transport. La MINUCI, ses membres, les contractants de l'ONU, ainsi que leurs véhicules, navires et aéronefs utiliseront les routes, ponts, canaux et autres voies navigables, installations portuaires et aérodomes sans s'acquitter de charges, droits de péage, droits d'atterrissage, frais de garage ou de survol, ni de frais et charges portuaires, y compris les droits de quai. Toutefois, ils ne pourront prétendre à une exonération des frais correspondant à des services effectivement rendus;

c) Le droit d'importer, en franchise et sans restriction, du matériel, des équipements, des fournitures et tous autres biens destinés à un usage exclusif et officiel de la MINUCI;

d) Le droit de réexporter ou de céder de toute autre manière tout matériel encore utilisable, et tous équipements, fournitures et autres, biens non consommés ainsi importés ou dédouanés qui n'ont pas été transférés ou autrement cédés au Gouvernement ou à une entité désignée par ce dernier, selon des modalités et conditions devant faire l'objet d'un accord;

e) La délivrance par le Gouvernement, dans les plus brefs délais possible, de tous permis, autorisations et licences nécessaires à l'importation ou à l'acquisition d'équipements, de fournitures, de matériel et d'autres biens utilisés au service de la MINUCI, même lorsque l'importation ou l'achat est effectué par des contractants de l'ONU, sans restriction ni frais administratifs, charge ou taxe, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, s'il s'agit d'achats importants;

f) La reconnaissance par le Gouvernement des permis ou licences délivrés par l'ONU pour les véhicules utilisés par la MINUCI; la reconnaissance ou, le cas échéant, la validation par le Gouvernement, sans restriction et dans les plus brefs délais possible, de licences et certificats déjà délivrés par les autorités compétentes d'autres Etats, concernant des aéro-

nefs ou navires utilisés au service de la MINUCI; la délivrance par le Gouvernement, sans restriction et dans les plus brefs délais possible, des autorisations, licences et certificats éventuellement nécessaires pour l'acquisition, l'usage, le fonctionnement et l'entretien d'aéronefs ou de navires au service de la MINUCI.

Toutefois, tous permis, licences et autorisations ou autres certificats seront accordés par le Gouvernement à titre gracieux;

g) Le droit d'arborer le drapeau de l'ONU et d'apposer des signes distinctifs de l'ONU sur des locaux, aéronefs ou navires au service de la MINUCI;

h) Le droit de communiquer sans restriction, par radio, par satellite ou par tout autre moyen de communication, avec le siège de l'ONU et entre les divers services; de se connecter au réseau radio et satellite de l'ONU; et d'établir des liaisons par téléphone, par télécopie et par d'autres systèmes électroniques de transmission de données. Les fréquences avec lesquelles les transmissions par radio seront effectuées seront déterminées en coopération avec le Gouvernement; et enfin

i) Le droit de la MINUCI de prendre ses propres dispositions pour le traitement et le transport par ses propres moyens du courrier privé adressé à ses membres ou en émanant. Le Gouvernement sera informé de la nature de ces dispositions, et n'entravera ni ne censurera le courrier de la M et de ses membres.

5. Le Gouvernement fournira à la MINUCI, à titre gracieux et en accord avec celle-ci, l'espace destiné à abriter le siège, des campements ou d'autres locaux nécessaires pour la conduite des activités opérationnelles et administratives de la MINUCI. Sans préjudice de leur présence sur le territoire ivoirien, tous ces locaux seront inviolables et soumis au contrôle et à l'autorité exclusifs de l'ONU. Les locaux, le matériel, le mobilier ou l'équipement mis, selon les circonstances, à la disposition de la MINUCI et ses membres restent la propriété de l'Etat de Côte d'Ivoire.

6. Le Gouvernement s'engage à aider, autant que possible, la MINUCI à se procurer auprès de sources locales des équipements, des fournitures, du matériel et d'autres biens et services nécessaires à son fonctionnement et à ses opérations. En ce qui concerne les équipements, les fournitures, le matériel et les autres biens et services achetés localement par la MINUCI ou par les contractants de l'ONU, pour l'usage officiel et exclusif de la MINUCI, le Gouvernement prendra les dispositions administratives appropriées pour l'exemption ou le remboursement de tout droit ou taxe inclus dans le prix d'achat. Le Gouvernement exemptera la MINUCI et ses contractants de l'ONU des taxes sur la valeur ajoutée, s'il s'agit d'achats importants, pour toute acquisition effectuée localement. Lorsqu'elle fera des achats sur le marché local, la MINUCI, se fondant sur les observations faites et les informations fournies par le Gouvernement, veillera à ce qu'ils n'aient d'effet néfaste sur l'économie locale.

7. Le Gouvernement veillera à ce que les dispositions de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, à laquelle la Côte d'Ivoire est partie, soient appliquées concernant la MINUCI, ses biens, ses avoirs et ses membres. Plus particulièrement:

a) Le Gouvernement prendra toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité des membres de la MINUCI. Il prendra notamment toutes les dispositions voulues pour

protéger les membres de la MINUCI, leur matériel et leurs locaux contre toute attaque ou action qui les empêcherait d'accomplir leur mission, et ce, sans préjudice du fait que ces locaux sont inviolables et soumis au contrôle et à l'autorité exclusifs de l'ONU;

b) Lorsque des membres de l'ONU sont capturés ou arrêtés dans l'exercice de leurs fonctions, et que leur identité est établie, ils ne seront soumis à aucun interrogatoire, mais seront immédiatement libérés et remis à l'ONU ou à d'autres autorités compétentes. Jusqu'à leur libération, ces fonctionnaires seront traités conformément aux normes universellement reconnues des droits de l'homme, ainsi qu'aux principes et à l'esprit des Conventions de Genève de 1949;

c) Le Gouvernement intègre les infractions ci-après dans le droit national, en les assortissant de peines appropriées compte tenu de leur gravité

i. Le meurtre, l'enlèvement ou toute autre atteinte à la personne ou à la liberté de tout membre de la MINUCI;

ii. Une attaque violente contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport de tout membre de la MINUCI de nature à mettre en danger sa vie ou sa liberté;

iii. La menace de commettre une telle attaque dans le but de contraindre une personne physique ou morale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

iv. La tentative de commettre une telle attaque;

v. Tout acte constituant une participation, ou une complicité à une telle attaque, ou à une tentative d'une telle attaque, ainsi que tout acte constituant l'organisation d'une telle attaque;

d) Le Gouvernement établira sa compétence à poursuivre les infractions visées ci-dessus au paragraphe 7(c)

i) lorsque que le crime est commis sur son territoire;

ii) lorsque l'auteur présumé est un ressortissant du pays;

iii) lorsque l'auteur présumé - autre qu'un membre de la MINUCI - est présent sur son territoire, à moins qu'il n'ait été extradé vers l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, vers l'Etat dont il est ressortissant, vers l'Etat où il réside habituellement, s'il est apatride, ou vers l'Etat dont la victime est ressortissante;

e) Le Gouvernement veillera à ce que soient poursuivies sans exception et sans délai les personnes accusées d'actes visés au paragraphe 7(c) ci-dessus et présentes sur son territoire (à moins que le Gouvernement ne les extrade), ainsi que les personnes relevant de sa compétence pénale qui sont accusées d'autres actes touchant la MINUCI ou ses membres, dès lors que ces mêmes actes, commis contre les forces du Gouvernement ou contre la population civile, auraient donné lieu à des poursuites pénales.

8. Le Gouvernement fournira à la MINUCI, à la demande de celle-ci et le cas échéant, des cartes et autres informations susceptibles de contribuer à assurer la sécurité de la MINUCI dans l'accomplissement de ses tâches et ses déplacements. A la demande de l'officier de liaison en chef, des escortes armées seront fournies afin de protéger les fonctionnaires de l'ONU dans l'exercice de leurs fonctions.

9. Par ailleurs, il est entendu que les paragraphes 5 à 11 inclus de la résolution 52/247 de l'Assemblée Générale, en date du 26 juin 1998, seront applicables à toute demande d'in-

démunition présentée par un tiers contre l'ONU, consécutive ou imputable à la MINUCI ou aux activités de ses membres.

10. Tout litige entre l'ONU et le Gouvernement relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord, à l'exception de tout litige régi par la section 30 de la Convention ou par la section 32 de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, sera réglé par la négociation, ou par un autre mode de règlement dont il sera convenu. Tout litige qui n'a pu être réglé par la négociation, ou par un autre mode de règlement dont il a été convenu, sera soumis par l'une ou l'autre partie, pour décision finale, à un tribunal arbitral composé de trois membres; un arbitre sera nommé par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, un autre par le Gouvernement et le troisième, qui présidera le tribunal, par les deux autres arbitres. Si une partie ne nomme pas d'arbitre dans un délai de trois mois à compter de la notification de la nomination de l'arbitre par l'autre partie, ou si les deux arbitres nommés par les parties ne nomment pas le président dans un délai de trois mois à compter de la nomination du second arbitre, l'arbitre manquant sera nommé, à la demande de l'une ou l'autre des parties au litige, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Abidjan, le 18 septembre 2003, en double exemplaire, établi en langue française.

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire :

Le Ministre d'Etat,

BAMBA MAMADOU

Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire

Pour l'Organisation des Nations Unies :

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

ALBERT TEVOEDJRE

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CÔTE D'IVOIRE CONCERNING THE STATUS OF THE UNITED NATIONS MISSION IN CÔTE D'IVOIRE

Considering that the United Nations Mission in Côte d'Ivoire (hereinafter referred to as "MINUCI"), established pursuant to Security Council resolution 1479 (2003) of 13 May 2003, in accordance with the recommendations in the report of the Secretary-General of 26 March 2003 (S/2003/374), is responsible for fulfilling the mandate, set forth in the aforementioned Security Council resolution, to facilitate the implementation of the Linas-Marcoussis Agreement concluded on 23 January 2003 by the Ivorian political forces and approved by the Conference of Heads of State on Côte d'Ivoire on 25 and 26 January 2003 (S/2003/99);

Considering that the Government of the Republic of Côte d'Ivoire (hereinafter referred to as the "Government") wishes to support MINUCI in accomplishing its mission;

The United Nations and the Government have agreed as follows:

1. In order for MINUCI to carry out its mission effectively, it should benefit from the sustained cooperation of the Government with regard to its activities and those of its members in the performance of their official duties, as well as those of contractors whose services have been secured by the Mission. MINUCI will also be given access to airport facilities and ground and sea installations in Côte d'Ivoire for the transport of its logistical means and its equipment.

2. The Government shall extend to MINUCI, as an organ of the United Nations, its property, funds and assets and its members listed in paragraph 3 (a), (b) and (c) below, the privileges and immunities provided for in the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations (hereinafter referred to as the "Convention"), to which Côte d'Ivoire is a party. Additional facilities as provided for herein are also required for the contractors and their employees (hereinafter referred to as "United Nations contractors") engaged by the United Nations or by MINUCI to perform services exclusively for MINUCI and/or supply exclusively to MINUCI materials, supplies, equipment and other goods in support of its activities.

3. The Government shall extend to:

(a) The high-ranking members of MINUCI, whose names shall be communicated to the Government, the privileges and immunities, exemptions and facilities which are enjoyed by diplomatic envoys in accordance with international law;

(b) The officials of the United Nations assigned to serve with MINUCI, the privileges and immunities to which they are entitled under Articles V and VII of the Convention. Locally recruited members of MINUCI shall enjoy the immunities concerning acts performed by them in their official capacity and exemption from taxation and national service obligations provided for in sections 18 (a), (b) and (c) of the Convention;

(c) Other persons performing missions of the United Nations, including United Nations liaison officers, the privileges and immunities accorded to experts performing missions of the United Nations under Article VI and Article VII, section 26 of the Convention;

Subject to the provisions of the previous clauses, the aforementioned members of MINUCI shall be immune from legal process in respect of acts performed by them in their official capacity (this immunity shall include their spoken or written words);

(d) United Nations contractors who have not been engaged locally shall be accorded repatriation facilities in time of crisis and exemption from taxes on the services provided to MINUCI, including corporate, income, social security and other similar taxes arising directly from the provision of such services.

4. The privileges and immunities necessary for the fulfilment of the functions of MINUCI also include:

(a) Unrestricted freedom of entry and exit, without delay or hindrance, of its members and United Nations contractors, their property, supplies, materials and spare parts and means of transport; issuance by the Government, free of charge and without any restriction, of multiple-entry visas for members of MINUCI and issuance by the Government, free of charge and without restriction, of any visa, authorization or permit required by United Nations contractors;

(b) Unrestricted freedom of movement throughout the country of its members and United Nations contractors, their property, materials and means of transport. MINUCI, its members, United Nations contractors and their vehicles, vessels and aircraft shall use roads, bridges, canals, and other waters, port facilities and airfields without the payment of dues, tolls, landing fees, parking fees, overflight fees and port fees, including wharfage charges. Exemption from charges which are in fact charges for services rendered will not, however, be claimed;

(c) The right to import, free of duty or other restrictions, equipment, materials, supplies and other goods which are for the exclusive and official use of MINUCI;

(d) The right to re-export or otherwise dispose of such equipment, as far as it is still usable, and all unconsumed materials, supplies and other goods so imported or cleared ex customs that have not been transferred or otherwise ceded to the Government or to an entity designated by the Government, on terms and conditions to be agreed upon;

(e) The issuance by the Government, as soon as possible, of all permits, authorizations and licences required for the import or acquisition of materials, supplies, equipment and other goods used in support of MINUCI, even though they may be imported or purchased by United Nations contractors, without any restriction or administrative costs, charges or tax duties, including value added tax in the case of significant purchases;

(f) Acceptance by the Government of permits or licences issued by the United Nations for the operation of vehicles used in support of MINUCI; acceptance by the Government or, where necessary, validation by the Government, without any restriction and as soon as possible, of licences and certificates already issued by appropriate authorities in other States in respect of aircraft and vessels used in support of MINUCI; issuance by the Government, without any restriction and as soon as possible, of authorizations, licences and



certificates, where required, for the acquisition, use, operation and maintenance of aircraft and vessels used in support of MINUCI.

All permits, licences, authorizations or other certificates shall, however be granted by the Government free of charge;

(g) The right to fly the United Nations flag and affix identifying signs of the United Nations on premises, aircraft and vessels used in support of MINUCI;

(h) The right to unrestricted communication by radio, satellite or other forms of communication with United Nations Headquarters and between the various offices and to connect with the United Nations radio and satellite network, as well as by telephone, facsimile or other electronic means. The frequencies on which the communication by radio shall operate shall be decided upon in cooperation with the Government; and

(i) The right to make arrangements through its own facilities for the processing and transport of private mail addressed to or emanating from members of MINUCI. The Government shall be informed of the nature of such arrangements, and shall not interfere with or apply censorship to the mail of MINUCI or its members.

5. The Government shall provide MINUCI, free of charge and in cooperation with the Mission, such areas for headquarters, camps or other premises as may be necessary for the conduct of the operational and administrative activities of MINUCI. Without prejudice to the fact that all such premises remain Ivoirian territory, they shall be inviolable and subject to the exclusive control and authority of the United Nations. The premises, equipment, furniture or materials placed at the disposal of MINUCI and its members, as the case may be, shall remain the property of the State of Côte d'Ivoire.

6. The Government undertakes to assist MINUCI as far as possible in obtaining materials, supplies, equipment and other goods and services from local sources required for its subsistence and operations. With regard to the materials, provisions, supplies, equipment and other goods and services purchased locally by MINUCI or by United Nations contractors for the official and exclusive use of MINUCI, the Government shall take the appropriate administrative measures to exempt or reimburse any duty or tax included in the purchase price. The Government shall exempt MINUCI and United Nations contractors from value added taxes on all local purchases of significance. In making purchases on the local market, MINUCI shall, on the basis of observations made and information provided by the Government in that respect, avoid any adverse effect on the local economy.

7. The Government shall ensure that the provisions of the Convention on the Safety of United Nations and Associated Personnel, to which Côte d'Ivoire is a party, are applied in respect of MINUCI, its property, resources and members. In particular:

(a) The Government shall take all appropriate measures to ensure the safety and security of the members of MINUCI. In particular, it shall take all appropriate steps to protect members of MINUCI, their equipment and their premises from any attack or action that would prevent them from discharging their mandate, without prejudice to the fact that the said premises are inviolable and subject to the exclusive control and authority of the United Nations;

(b) If members of the United Nations are captured or detained in the course of the performance of their duties and their identification has been established, they shall not be

subjected to any interrogation but shall be promptly released and returned to United Nations or other appropriate authorities. Pending their release, such personnel shall be treated in accordance with universally recognized standards of human rights and the principles and spirit of the Geneva Conventions of 1949;

(c) The Government shall submit the following crimes to the jurisdiction of national law and apply appropriate punishments in view of their grave nature:

(i) The murder, kidnapping or other attack upon the person or liberty of any member of MINUCI;

(ii) A violent attack upon the official premises, the private accommodation or the means of transport of any member of MINUCI likely to endanger his or her person or liberty;

(iii) The threat to commit any such attack with the objective of compelling a physical or juridical person to do or to refrain from doing any act;

(iv) The attempt to commit any such attack;

(v) Any act constituting participation in, or being an accomplice in, any such attack or in an attempt to commit such an attack, or any act constituting the organization of such an attack;

(d) The Government shall establish its jurisdiction over the crimes set out in paragraph 7 (c) above:

(i) When the crime is committed in its territory;

(ii) When the alleged offender is a national of the country;

(iii) When the alleged offender - other than a member of MINUCI - is present in its territory and it does not extradite such person to the State where the crime was committed, or to the State of which such person is a national, or to the State where such person usually resides if that person is stateless, or to the State of which the victim is a national;

(e) The Government shall ensure the prosecution, without exception or delay, of persons accused of the crimes set out in paragraph 7 (c) above who are present in its territory (and have not been extradited), and of persons who come under its jurisdiction and who are accused of other acts that affect MINUCI or its members, as soon as these acts, whether committed against government forces or against the civilian population, have given rise to criminal proceedings.

8. The Government shall provide to MINUCI, at the Mission's request and when necessary, maps and other information that may help to ensure the safety and security of MINUCI in carrying out its tasks and in its movements. At the request of the Chief Liaison Officer, armed escorts shall be provided to protect United Nations personnel in the performance of their duties.

9. It is understood that paragraphs 5 to 11 of General Assembly resolution 52/247 of 26 June 1998 shall apply to all third-party claims against the United Nations resulting from or attributable to MINUCI or to the activities of its members.

10. Any dispute between the United Nations and the Government regarding the interpretation or application of this Agreement, with the exception of any dispute governed by section 30 of the Convention or section 32 of the Convention on the Privileges and Im-

munities of the Specialized Agencies, shall be settled by negotiation or by some other form of settlement that has been agreed upon. Any dispute that cannot be settled by negotiation, or by another form of settlement that has been agreed upon, shall be referred, by one or other of the parties, to a court of arbitration composed of three members for a final decision; one arbitrator shall be appointed by the Secretary-General of the United Nations, another by the Government and the third, who shall preside over the court, by the other two arbitrators. If one party does not appoint an arbitrator within three months of receiving notification of the other party's appointment of an arbitrator, or if the two arbitrators appointed by the parties do not appoint a president within three months of the appointment of the second arbitrator, the third arbitrator shall be appointed, at the request of one or other of the parties to the dispute, by the President of the International Court of Justice.

This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

DONE at Abidjan, on 18 September 2003, in duplicate in the French language.

For the Government of the Republic of Côte d'Ivoire:

BAMBA MAMADOU

Minister for Foreign Affairs of the Republic of Côte d'Ivoire

For the United Nations:

ALBERT TEVOEDJRE

Special Representative of the Secretary-General of the United Nations

